

Stéphane BAVOIS

Alexandre BEAUDEAU

Cyril DESCHELLETTE

Esméralda GONZALEZ

Victoria HARVOIRE

Sylvaine MOUTON

Julien PATANCHON

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

MISSION LOCALE DES GRAVES

Association régie par la loi de 1901

Siège Social : Chemin de la House
Centre commercial
33610 – CANEJAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mérignac

21, Avenue Ariane

BP 20023

33702 Mérignac Cedex

Tel. 05 56 34 60 00

Fax. 05 56 13 05 11

Email : mel@audial.fr

<http://www.audial.fr>

Bc

MISSION LOCALE DES GRAVES

Association régie par la loi de 1901

Siège social : Chemin de la House – Centre commercial – 33610 CANEJAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'Association MISSION LOCALE DES GRAVES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le suivi des fonds dédiés sur les subventions tel que décrit aux paragraphes « Subventions d'exploitation » et « Fonds dédiés » de l'annexe.

Bc
1

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

BC₂

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 14 mai 2025

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



AUDIAL

Représenté par Esmeralda GONZALEZ



Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	6 832	5 852	980	1 960
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	383 034	312 596	70 438	96 827
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Total I	389 865	318 448	71 418	98 787
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				45
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	440 952		440 952	452 335
Divers				
Valeurs mobilières de placement				149 250
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 114 915		1 114 915	1 014 369
Charges constatées d'avance	14 550		14 550	13 935
Total II	1 570 417		1 570 417	1 629 934
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 960 282	318 448	1 641 834	1 728 720

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	43 138	43 138
Première situation nette établie	43 138	43 138
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	4 843	47 430
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 843	47 430
Autres réserves		
Report à nouveau	598 410	555 383
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 571	439
Situation nette (sous-total)	609 820	646 391
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 142	1 343
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	610 961	647 734
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	395 175	441 125
Total II	395 175	441 125
PROVISIONS		
Provisions pour risques	35 220	26 000
Provisions pour charges	209 029	188 042
Total III	244 249	214 042
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 272	58 490
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	361 177	361 641
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		5 688
Total IV	391 449	425 819
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 641 834	1 728 720

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations services		
Produits de tiers financeurs	3 216 649	3 199 881
Concours publics et subventions d'exploitation	3 206 062	3 197 821
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières	10 587	2 060
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	59 873	66 131
Utilisation des fonds dédiés	441 125	532 708
Autres produits	6 944	780
Total I	3 724 591	3 799 500
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	442 309	523 990
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	212 377	203 250
Salaires et traitements	1 958 111	1 916 879
Charges sociales	685 622	621 392
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 903	43 642
Dotations aux provisions	30 206	46 687
Reports en fonds dédiés	395 175	441 125
Autres charges	5 899	18 194
Total II	3 771 603	3 815 159
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-47 012	-15 659
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	19 112	18 784
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		1 073
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement	3 050	
Total III	22 161	19 856
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assililées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	22 161	19 856
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-24 851	4 197
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	201	201
Total V	201	201

BC

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	7 917	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
Total VI	7 917	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-7 716	201
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 005	3 959
Total des produits (I + III + V)	3 746 954	3 819 557
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	3 783 525	3 819 118
EXCEDENT OU DEFICIT	-36 571	439
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	89 561	84 866
Bénévolat		
TOTAL	89 561	84 866
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite	89 561	84 866
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	89 561	84 866

BC
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MISSION LOCALE DES GRAVES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 641 834 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 36 571 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La mission locale des Graves a pour objet, sur le territoire constitué des communes et communautés de communes adhérentes, et avec l'ensemble des partenaires concernés, de développer des actions concertées en direction des jeunes de 16 à 25 ans en difficultés d'insertion professionnelle et sociale.

Pour ce faire la mission locale va promouvoir directement ou indirectement toutes actions et initiatives destinées à faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, et de participer à l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique globale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en prenant en compte les projets locaux et spécificités territoriales.

Les moyens mis en oeuvre sont :

- Les subventions allouées
- Les contributions financières des communes et communautés de communes
- Les dons manuels et subventions acceptés par le Conseil
- Les intérêts des comptes et dépôts de fonds
- Contributions diverses

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément au règlement de ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, à jour des différents règlements complémentaires ainsi qu'au règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel informatique : 3 à 10 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Pas de faits marquants sur l'exercice.

BC
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 606		4 775	6 832
Immobilisations incorporelles	11 606		4 775	6 832
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	15 170		15 170	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	449 059	22 451	88 476	383 034
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	464 230	22 451	103 647	383 034
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	475 836	22 451	108 421	389 865

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 646	980	4 775	5 852
Immobilisations incorporelles	9 646	980	4 775	5 852
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	15 170		15 170	
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	352 232	48 840	88 476	312 596
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	367 403	48 840	103 647	312 596
ACTIF IMMOBILISE	377 049	49 820	108 421	318 448

Bc

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 455 501 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	440 952	440 952	
Charges constatées d'avance	14 550	14 550	
Total	455 501	455 501	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Rabais, Remises, Ristournes Obten	9 013
Produits A Recevoir	13 649
Intérêts courus à recevoir	19 112
Total	41 774

Be
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	43 138				43 138
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	47 430			42 587	4 843
Report à Nouveau	555 383	439	42 587		598 410
Excédent ou déficit de l'exercice	439	-439		36 571	-36 571
Situation nette	646 391		42 587	79 158	609 820
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 343			201	1 142
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	647 734		42 587	79 359	610 961

Lors de l'AG du 30/05/2024 relative à l'approbation des comptes 2023, une partie de la "Réserve pour projets" a été apurée à hauteur des projets réalisés concernant les missions "Diagnostic financier et outils de pilotage" et "observatoire de la jeunesse" pour un total de 42 587€, il reste 4 843€ dans ce compte "réserve pour projet".

La somme des projets consommées de 42 587€ a été remontée en report à nouveau.

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	26 000				26 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	188 042	20 986			209 029
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		9 220			9 220
Total	214 042	30 206			244 249
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		30 206			
Financières					
Exceptionnelles					

PROVISION DES INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE :

Le code du travail, les conventions collectives ou autres accords négociés donnent l'obligation à tous les employeurs de verser une indemnité de départ à la retraite.

Les sommes correspondantes ont été provisionnées dans les comptes au passif du bilan. Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

Départ volontaire du salarié : 67 ans

Taux d'actualisation : 3.38 %

Variation des salaires : 2 %

Taux de charges sociales : 40 %

Rotation du personnel : lente

Méthode de calcul suivant la convention collective des missions locales

Table de mortalité issue des statistiques INSEE 2017-2019

L'indemnité totale à payer au 31/12/2024 s'élève à 209 029 euros et la dotation nette au titre de l'exercice 2024 est de 20 986 euros.

PROVISION POUR RISQUES

- Sur l'exercice 2021, une provision de 26 000 euros a été constituée pour un litige prud'hommal avec une ancienne salariée licenciée courant 2019 pour abandon de poste. Cette salariée a saisi les prud'hommes en 2021 et l'affaire reste toujours en cours, pour une demande totale de 38 K€.

La provision constituée en 2021 pour 26 K€ a été maintenue car l'affaire devait repasser en jugement durant le 1er semestre 2024 mais l'audience a finalement été repoussée plusieurs fois et elle a eu lieu en février 2025, les conclusions ne sont à ce jour pas connues.

Notes sur le bilan

-Subvention avenir Pro France Travail, sur l'exercice 2024 l'association a obtenu une subvention de 9 220 euros afin de mettre en place des ateliers dans 3 lycées professionnels de son secteur. L'association n'a pas eu le temps et les moyens nécessaires d'atteindre l'objectif de 3 interventions dans 3 lycées et il y a un fort risque de reversement de l'acompte de 4 610 euros et de non versement du solde de 4 610 euros.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 391 449 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 272	30 272		
Dettes fiscales et sociales	361 177	361 177		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	391 449	391 449		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

BC
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. Achats Biens Serv.	21 684
Dettes Pro./Conges A Paye	129 898
Pers. Aut.Charges A Payer	4 081
Charg.Soc./Conges A Payer	53 258
Autr.Charg.Social.A Payer	2 803
Charges A Payer	30 587
Total	242 311

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Chges Constatees D Avance	14 550		
Total	14 550		

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 144 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		2 225 094	408 922		572 045	3 206 062
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					201	201
						3 206 263

BC

Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 65,73 personnes dont 8,34 handicapés.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	2	3	3
Employés	10	51	61	61
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité		2	2	2
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	11	55	66	66

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les rémunérations et avantage en nature des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés doivent être communiqués.

Par souci de confidentialité, nous ne pouvons divulguer la rémunération du salarié dirigeant de l'association.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en natures inscrites en pied de compte de résultat pour 89 560 euros concernent :

- Mise à disposition de locaux des villes de Pessac, Bègles, Villenave d'Ornon, Gardignan, Talence, Léognan et Cestas pour 75 947 euros
- Mise à disposition des fluides, entretien, chauffage des villes de Pessac, Gradignan, Talence, Léognan pour 13 613 euros.

Ces contributions ont été évaluées par chaque ville.

BC
Documents soumis au contrôle
du Commissaire aux Comptes

Autres informations

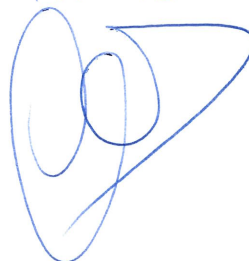
Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Engagements à réaliser nvelles ressources	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A	B	C		D	A+ B-C+D	
CEJ 2023	441 125		441 125				
CEJ 2024		395 175				395 175	
Total	441 125	395 175	441 125		395 175	395 175	

Copie certifiée conforme
à l'original "
fait à Canejan ,
le 15/05/2025

MISSION LOCALE DES GRAVES
 Siège Social
 C. Cial. La House-Ch de la House
 33610 CANEJAN Tél. 05 56 15 02 41
 SIRET 44827548700032
 contact@mldesgraves.fr



Monsieur Bruno CLEMENT
 Président de la Mission locale des Graves

Documents soumis au contrôle
 du Commissaire aux Comptes

